



Expertise comptable
Commissariat aux comptes

**Union Départementale des
Associations Familiales du Var
15, rue Chaptal
83956 La Garde cedex**

**RAPPORT SUR LES
COMPTES ANNUELS AU
31 DECEMBRE 2023**

jb audit conseil

56, rue Saint-Philippe - 06000 Nice

Tél : 04 93 06 50 06 - Fax : 04 93 06 09 06

Web : www.jbaudit.com - E-mail : secretariat@jbaudit.com

Bureaux à Antibes, Beaulieu-sur-Mer, Cannes, Mouans-Sartoux, Nice



Réseau international
d'experts indépendants
Présents en France et dans 50 pays



Expertise comptable
Commissariat aux comptes

Union Départementale des
Associations Familiales du Var
15, rue Chaptal
83956 La Garde cedex

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2023

A l'assemblée générale ordinaire du 1^{er} juin 2024 de l'UDAF sur 3 pages plus 17 pages d'annexes.

Opinion

En exécution de la mission renouvelée qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale du 8 juin 2019, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association UDAF relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévue par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaires aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Nous nous sommes assurés que les principes comptables appliqués par l'UDAF ne donnent pas lieu à interprétation ; que les règles comptables propres aux associations et plus particulièrement celles concernant les activités dans le secteur sanitaire et social sont appliquées et plus particulièrement le règlement 2019-04 relatif aux activités sociales et médico-sociales ASMS.

La comptabilité de l'UDAF DU VAR est organisée dans le respect des normes qui lui sont applicables et notamment des règles régissant le plan comptable applicable à votre association, codifié au règlement ANC 2014-03 modifié, ainsi qu'au ANC 2018-06.

Cette organisation a pour objet principal de rendre possible, par l'autorité départementale de tutelle finançant les activités soumises à tarification, le contrôle des résultats et leur affectation. ; des sections sous le contrôle des tiers financeurs, à savoir « le service de mandataire judiciaire à la protection des majeurs » et le « service délégué aux prestations familiales ».

Rapport général exercice clos le 31 décembre 2023 - Total bilan 4 064 883 €

1/3

jb audit conseil

56, rue Saint-Philippe - 06000 Nice
Tél : 04 93 86 50 06 - Fax : 04 93 86 09 06
Web : www.jbaudit.com - E-mail : secretariat@jbaudit.com
Bureaux à Antibes, Beaulieu-sur-Mer, Cannes, Mouans-Sartoux, Nice



Réseau international
d'experts indépendants
Évalués en France et dans 50 pays

Les sections, dont il est question supra, sont ensuite consolidées en fin d'exercice et constituent la comptabilité générale de l'Association.

Cette consolidation fait l'objet de notre certification, cela après nous être assurés que la comptabilité de chaque section reflète l'activité du secteur concerné.

Les produits tel que les subventions ou les concours public sont attribués pour des actions ou des objectifs qui dépendent des sections ci-dessus et nous nous sommes assurés de leurs affectations conformes aux décisions des financeurs ; les charges, elles, sont affectées aux sections en fonction de l'engagement des dépenses propre à chacune des sections ; les charges communes sont réparties en fonction d'unités d'œuvre ; leur choix ou la répartition qui en résulte n'appelle pas d'observations particulières de notre part.

Nous n'avons pas constaté d'évènements ou de décisions ayant une incidence importante et non traduits dans les comptes, et nous nous sommes assuré qu'aucun élément significatif n'est constitué à partir d'estimations fondées sur des données subjectives.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérification des rapports et des autres documents adressés aux membres de l'association

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les divers rapports présentés à l'AGO, ainsi que dans les autres documents adressés aux membres de l'association sur la situation financière et les comptes annuels, les participations sont inscrites dans les immobilisations financières à l'actif du bilan.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes, qui ont été préalablement examinés par la commission financière de l'association, ont été arrêtés par votre Conseil d'Administration du 29 avril 2024, auquel nous avons assisté.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives.

L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative.

Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à NICE, ce jour 22 mai 2024

Le responsable du dossier
Jean-Louis BOTTERO,

Commissaire aux Comptes.

Pour JB AUDIT CONSEIL,
Xavier BOTTERO,

Commissaire aux Comptes.

Détail de l' Actif

Etat exprimé en euros		01/01/2023 31/12/2023	12 mois	01/01/2022 31/12/2022	12 mois	Variations	%
TOTAL I - Actif Immobilisé NET		1 956 004,08	48,12	1 964 711,46	47,45	(8 707,38)	-0,44
Autres immobilisations incorporelles		9 153,09	0,23	15 881,99	0,38	(6 728,90)	-42,37
20800000	AUTRES IMMO INCORPORELLES	134 528,50	3,31	134 528,50	3,25		
28080000	AMORT. AUTRES IMMO INCOR	(125 375,41)	-3,08	(118 646,51)	-2,87	(6 728,90)	-5,67
Constructions		19 448,65	0,48	19 612,69	0,47	(164,04)	-0,84
21410000	BATIMENT LA GARDE -CHAPTAL	25 948,21	0,64	16 660,79	0,40	9 287,42	55,74
21450000	AAI LA GARDE-CHAPTAL	37 000,00	0,91	37 000,00	0,89		
28141000	AMORT LA GARDE CHAPTAL	(13 523,15)	-0,33	(9 509,20)	-0,23	(4 013,95)	-42,31
28145000	AMORT. AAI LA GARDE CHAPTAL	(29 976,41)	-0,74	(24 538,90)	-0,59	(5 437,51)	-22,16
Autres immobilisations corporelles		123 156,14	3,03	126 005,58	3,04	(2 849,44)	-2,26
21810000	AAI DGG	53 105,95	1,31	53 105,95	1,28		
21811000	AAI CHAPTAL	133 595,36	3,29	133 237,75	3,22	357,61	0,27
21831000	MAT DE BUREAU	20 834,02	0,51	17 173,93	0,41	3 660,09	21,31
21832000	MAT INFORMATIQUE	357 000,02	8,78	335 531,66	8,10	21 468,36	6,40
21840000	MOBILIER	239 274,73	5,89	235 412,77	5,69	3 861,96	1,64
28181000	AMORT. AAI DGG	(50 902,79)	-1,25	(50 143,34)	-1,21	(759,45)	-1,51
28181100	AMORT. AAI CHAPTAL	(71 388,37)	-1,76	(71 168,69)	-1,72	(219,68)	-0,31
28183100	AMORT. MAT DE BUREAU	(16 363,97)	-0,40	(15 920,00)	-0,38	(443,97)	-2,79
28183200	AMORT. MAT INFORMATIQUE	(320 734,02)	-7,89	(293 687,29)	-7,09	(27 046,73)	-9,21
28184000	AMORT. MOBILIER	(221 264,79)	-5,44	(217 537,16)	-5,25	(3 727,63)	-1,71
Participations et créances rattachées à des participation		1 800 000,00	44,28	1 800 000,00	43,47		
26100000	PARTS SOCIALES SCI	1 800 000,00	44,28	1 800 000,00	43,47		
Prêts		2 479,46	0,06	2 479,46	0,06		
27480000	PRET CILVAR 20 ANS	2 479,46	0,06	2 479,46	0,06		
Autres immobilisations financières		1 766,74	0,04	731,74	0,02	1 035,00	141,44
27500000	CAUTION	1 035,00	0,03			1 035,00	
27510000	DEPOT SET CAUTIONNEMENT	731,74	0,02	731,74	0,02		
TOTAL II - Comptes de liaison							
TOTAL III - Actif Circulant NET		2 108 878,66	51,88	2 176 119,24	52,55	(67 240,58)	-3,09
Avances & acomptes versés sur commandes		(103,14)		(103,14)			
40910000	FOURNISSEURS AVANCES ET ACOMPT	(103,14)		(103,14)			
Créances redevables et comptes rattachés		269 602,25	6,63	207 512,54	5,01	62 089,71	29,92
041D	Collectif clients débiteurs	269 602,25	6,63	207 512,54	5,01	62 089,71	29,92
41610000	CREANCES DOUTEUSES USAGERS	15 380,61	0,38	15 380,61	0,37		
49110000	CREANCES DOUTEUSES PPP PJM	(15 380,61)	-0,38	(15 380,61)	-0,37		
Autres créances		290 106,83	7,14	122 240,75	2,95	167 866,08	137,32
040D	Collectif fournisseurs débiteurs	4 432,24	0,11	1 331,48	0,03	3 100,76	232,88
40970000	FOURNISSEURS AUTRES AVOIRS	164,05		164,05			
42100000	REMUNERATIONS DUES			50,75		(50,75)	-100,00
42600000	REMBT CPAM A RECEVOIR	26 164,00	0,64			26 164,00	
42610000	IJ PREVOYANCE	443,89	0,01	1 582,34	0,04	(1 138,45)	-71,95
42700000	PERSONNEL OPPOSITION	165,50				165,50	
42870000	INDEM. JOURN. A REC. PJM	11,97		11,97			
43782000	UPV			262,66	0,01	(262,66)	-100,00
43870000	ORG.SOCIAUX PROD A REC PJM	5,08		5,08			
44870000	CHGES FISC.PROD A REC PJM	1,36		1,36			
45870000	SCI - DIVIDENDES A RECEVOIR	96 903,00	2,38			96 903,00	
46700000	DEBITEURS DIVERS	1 390,94	0,03			1 390,94	

Détail de l' Actif

Etat exprimé en euros		01/01/2023 31/12/2023	12 mois	01/01/2022 31/12/2022	12 mois	Variations	%
467CECAZ	FRAIS CECAB	154,05		154,05		2 388,85	
46710001	DEPENSES COURANTES LE VAL	2 388,85	0,06				
46770000	UDAF - DPF	1 500,00	0,04	1 500,00	0,04	62 836,90	N/S
467GEMAB	Gem Abc	67 932,89	1,67	5 095,99	0,12	65,69	
467UDAF1	Cr?iteurs et d?iteurs divers	65,69				(2 483,41)	-100,00
467UDAF4	DEBITEURS ET CREDITEUR DIVERS			2 483,41	0,06	23 348,71	115,30
46870000	PRODUITS A RECEVOIR	43 598,71	1,07	20 250,00	0,49		
46870001	PRODUITS A RECEVOIR PRP	8 800,00	0,22	8 800,00	0,21		
46871000	03 - PRODUITS A RECEVOIR -DIVE	202,13		202,13			
46872018	UNIFAF PRDTS A REC 2018	13 307,62	0,33	57 870,62	1,40	(44 563,00)	-77,00
46872019	UNIFAF - PRDTS A RECEVOIR	22 474,86	0,55	22 474,86	0,54		
Disponibilités		1 473 901,79	36,26	1 795 001,75	43,35	(321 099,96)	-17,89
51200000	CECAZ DIRECTION INSTI	919,46	0,02	2 646,31	0,06	(1 726,85)	-65,26
5123CA00	CREDIT AGRICOLE MAJEURS	361,12	0,01	0,56		360,56	N/S
51299999	DONS ET PRETS TUTELLES	42 309,13	1,04	17 491,24	0,42	24 817,89	141,89
51200002	CECAZ LE VAL FGV	649,55	0,02	1 268,07	0,03	(618,52)	-48,78
51210000	CECAZ INSTITUTION	495 038,18	12,18	623 300,74	15,05	(128 262,56)	-20,58
51211000	CECAZ COMPTE PAYEUR	26 968,20	0,66	26 968,20	0,65		
51215000	CECAZ PRP INSTITUTION	486 657,65	11,97	506 312,36	12,23	(19 654,71)	-3,88
51240000	03 - CECAB MAJEURS GESTION	414 665,77	10,20	612 527,13	14,79	(197 861,36)	-32,30
51241000	SG MAJEURS PJM	330,68	0,01	943,23	0,02	(612,55)	-64,94
5126CC00	CC UDAF TUTELLES PJM	312,38	0,01	601,68	0,01	(289,30)	-48,08
51610000	CECAZ LIVRET DPF	2 688,07	0,07	2 908,11	0,07	(220,04)	-7,57
53100000	CAISSE ST MAXIMIN			31,50		(31,50)	-100,00
53100001	CAISSE LE VAL	1,10		2,12		(1,02)	-48,11
53100003	caisse Toulon	0,50		0,50			
58000000	VIREMENTS INTERNES	3 000,00	0,07			3 000,00	
Charges constatées d'avance		75 370,93	1,85	51 467,34	1,24	23 903,59	46,44
48600000	CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	75 370,93	1,85	51 467,34	1,24	23 903,59	46,44
TOTAL DU BILAN ACTIF		4 064 882,74	100,00	4 140 830,70	100,00	(75 947,96)	-1,83

Détail du Passif

Etat exprimé en euros		01/01/2023 31/12/2023	12 mois	01/01/2022 31/12/2022	12 mois	Variations	%
TOTAL I - Fonds propres		1 573 928,63	38,72	1 865 550,90	45,05	(291 622,27)	-15,63
Fonds associatif sans droit de reprise		156 851,90	3,86	156 851,90	3,79		
10210000	FONDS DE RESERVE	7 319,08	0,18	7 319,08	0,18		
10260000	SUBV. NON RENOUVELAB.	149 532,82	3,68	149 532,82	3,61		
Excédents affectés à l'investissement		160 416,45	3,95	36 485,41	0,88	123 931,04	339,67
10682000	Réserve sur l'investissement	160 416,45	3,95	36 485,41	0,88	123 931,04	339,67
Réserves de compensation		90 793,93	2,23	60 793,93	1,47	30 000,00	49,35
10686000	RESERVE COMPSAT° DEFICIT	90 793,93	2,23	60 793,93	1,47	30 000,00	49,35
Autres réserves		257 174,62	6,33	257 174,62	6,21		
10688000	AUTRES RESERVES	231 758,17	5,70	231 758,17	5,60		
10688100	RESERVES-PROJET ACCOMP.	25 416,45	0,63	25 416,45	0,61		
Report à nouveau		1 289 693,32	31,73	1 293 114,23	31,23	(3 420,91)	-0,26
11000000	RAN CREDITEUR NON CONTROL	1 498 389,72	36,86	1 504 045,62	36,32	(5 655,90)	-0,38
11900000	REPORT A NOUVEAU DEBITEUR	(208 696,40)	-5,13	(210 931,39)	-5,09	2 234,99	1,06
Dépenses refusées par l'autorité de tarification ou ino		(798,00)	-0,02	(798,00)	-0,02		
11400000	DEPENSES REFUSEES	(798,00)	-0,02	(798,00)	-0,02		
Résultat sous contrôle de tiers financeurs		81 548,40	2,01	123 997,38	2,99	(42 448,98)	-34,23
11500021	RES ATT AFF ANNEES IMP DPF	1 938,08	0,05	1 938,08	0,05		
11500022	RES ATT AFF ANNEES PAIRES DPF			9 837,77	0,24	(9 837,77)	-100,00
11500031	RES ATT AFF ANNEES IMP PJM			45 715,81	1,10	(45 715,81)	-100,00
11500032	RES ATT AFF ANNEES PAIRES PJM	79 610,32	1,96	66 505,72	1,61	13 104,60	19,70
Dépenses non opposables au tiers financeurs		(170 129,72)	-4,19	(170 129,72)	-4,11		
11620000	DEPENSES NON OPPOSABLES CP	(170 129,72)	-4,19	(170 129,72)	-4,11		
Résultat de l'exercice		(291 622,27)	-7,17	108 061,15	2,61	(399 683,42)	-369,87
Comptes de liaison							
TOTAL III - Provisions et fonds dédiés		650 316,92	16,00	576 108,62	13,91	74 208,30	12,88
Provisions pour risques				10 384,00	0,25	(10 384,00)	-100,00
15110000	PROVISION POUR LITIGES PJM			10 384,00	0,25	(10 384,00)	-100,00
Provisions pour charges		594 691,92	14,63	556 191,62	13,43	38 500,30	6,92
15880000	PROVISION INDEMN. RETRAITE	594 691,92	14,63	556 191,62	13,43	38 500,30	6,92
TOTAL II - Total des fonds reportés et dédiés		55 625,00	1,37	9 533,00	0,23	46 092,00	483,50
19400000	FONDS DEDIES S/ SUBV FONCT	54 710,00	1,35	8 618,00	0,21	46 092,00	534,83
19415000	FONDS DEDIES S/ FS PART II	915,00	0,02	915,00	0,02		
TOTAL IV - Dettes		1 840 637,19	45,28	1 699 171,18	41,03	141 466,01	8,33
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		8 462,48	0,21	15 647,22	0,38	(7 184,74)	-45,92
16430000	EMPRUNT CECAZ JUILLET 2019	8 126,93	0,20	15 574,19	0,38	(7 447,26)	-47,82
51200001	CECAZ ST MAX FGV	207,36	0,01	73,03		134,33	183,94
5124M001	CECAZ MAJEURS CARTE BLEUE	128,19				128,19	
Emprunts et dettes financières divers		4 234,52	0,10	21 005,95	0,51	(16 771,43)	-79,84
16500000	CAUTIONS FAMILLE GOUVERNANTE	1 900,00	0,05	1 600,00	0,04	300,00	18,75

Détail du Passif

Etat exprimé en euros		01/01/2023 31/12/2023	12 mois	01/01/2022 31/12/2022	12 mois	Variations	%
16500001	CAUTION TOULON	1 062,14	0,03	762,14	0,02	300,00	39,36
45100000	FEDES, UNIONS, ASSOS ADH	1 272,38	0,03	17 272,24	0,42	(15 999,86)	-92,63
42600000	REMBT CPAM A RECEVOIR			1 371,57	0,03	(1 371,57)	-100,00
Redevables créditeurs		(20 357,81)	-0,50	(20 357,81)	-0,49		
41970000	AVOIRS A ETABLIR	(20 357,81)	-0,50	(20 357,81)	-0,49		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		126 768,12	3,12	119 289,06	2,88	7 479,06	6,27
040C	Collectif fournisseurs créditeurs	86 719,40	2,13	93 317,40	2,25	(6 598,00)	-7,07
40810000	FOURNISSEURS FACT NON PARV	40 048,72	0,99	25 971,66	0,63	14 077,06	54,20
Dettes fiscales et sociales		797 217,28	19,61	644 214,34	15,56	153 002,94	23,75
42100000	REMUNERATIONS DUES	5 685,04	0,14			5 685,04	
42200000	COMITE D'ENTREPRISE AEP	2 503,26	0,06	879,08	0,02	1 624,18	184,76
42210000	COMITE D'ENTREPRISE OS	15 645,42	0,38	5 494,46	0,13	10 150,96	184,75
42810000	SALARIES - NOTES DE FRAIS	9 322,37	0,23	7 219,01	0,17	2 103,36	29,14
42820000	PROVISION CONGES PAYES	330 632,50	8,13	288 923,00	6,98	41 709,50	14,44
42860000	PROVISION SALAIRE C.A.P	7 543,00	0,19	7 543,00	0,18		
43100000	URSSAF	76 073,49	1,87	86 444,09	2,09	(10 370,60)	-12,00
43720000	MUTUELLE SANTE PLUS	207,31	0,01	207,31	0,01		
43721000	Mutuelle AG2R	14 433,16	0,36	4 109,94	0,10	10 323,22	251,18
43730000	CAISSE RETRAITE	31 759,59	0,78	26 638,58	0,64	5 121,01	19,22
43743000	Prévoyance AG2R	19 364,46	0,48	5 334,70	0,13	14 029,76	262,99
43782000	UPV	4 383,38	0,11			4 383,38	
43820000	CHARGES SOCIALES /CP	108 182,95	2,66	94 535,00	2,28	13 647,95	14,44
43860000	CHARGES SOCIALES/PROV.SAL	2 468,00	0,06	2 468,00	0,06		
44711000	TAXE SUR LES SALAIRES	30 350,23	0,75	4 071,42	0,10	26 278,81	645,45
44718000	IMPOT SUR LE REVENU - PAS	6 322,84	0,16	5 270,75	0,13	1 052,09	19,96
44733000	FORMATION CONTINUE	64 994,59	1,60	56 427,17	1,36	8 567,42	15,18
44734000	EFFORT CONSTRUCTION	24 397,36	0,60	10 997,83	0,27	13 399,53	121,84
44820000	CHARGES FISCALES/CP	41 990,33	1,03	36 693,00	0,89	5 297,33	14,44
44860000	CHARGES FISCALES/PROV.SALAIRES	958,00	0,02	958,00	0,02		
Autres dettes		929 998,47	22,88	919 372,42	22,20	10 626,05	1,16
041C	Collectif clients créditeurs	5 469,61	0,13	3 566,45	0,09	1 903,16	53,36
46310000	FONDS DES MAJEURS PROTEGES	317 473,72	7,81	272 609,83	6,58	44 863,89	16,46
46340000	FONDS- RET ABLISSMT S PERSONNELS	479 947,54	11,81	502 262,25	12,13	(22 314,71)	-4,44
46700000	DEBITEURS DIVERS			338,23	0,01	(338,23)	-100,00
46730000	COLLECTIF ISTF83	13 949,46	0,34	6 385,75	0,15	7 563,71	118,45
46700200	DEBITEURS DIVERS FGV	25 000,00	0,62			25 000,00	
46701000	CREDITEURS DIVERS INSTITUTION	776,58	0,02	285,10	0,01	491,48	172,39
4670C000	AF CORRENS	200,61		200,61			
46710000	FRAIS BANQUE CECAS INSTITUTION	48 289,97	1,19	47 011,39	1,14	1 278,58	2,72
46710002	BUDGET LOISIRS ST MAXIMIN	2 801,09	0,07	3 529,99	0,09	(728,90)	-20,65
46710003	BUDGET EQUIPEMENT ST MAXIMIN	968,55	0,02	723,22	0,02	245,33	33,92
46710004	BUDGET LOISIRS LE VAL	409,01	0,01	815,86	0,02	(406,85)	-49,87
46710005	BUDGET EQUIPEMENT LE VAL	320,59	0,01	474,77	0,01	(154,18)	-32,47
46710007	D?enses courantes Toulon	1 722,95	0,04			1 722,95	
46710008	Budget loisirs Toulon	1 330,73	0,03	765,32	0,02	565,41	73,88
46710009	Budget ?uip Toulon	982,17	0,02	280,13	0,01	702,04	250,61
46710010	D?enses courantes Sollies	8 087,51	0,20			8 087,51	
46710011	Budget loisirs Sollies	981,66	0,02			981,66	
46710012	Budget ?uipement Sollies	981,66	0,02			981,66	
46740000	FONDS SCHEMA REGIONAL INST.	4 632,54	0,11	4 632,54	0,11		
467UDAF1	Cr?iteurs et d?iteurs divers			2 964,55	0,07	(2 964,55)	-100,00
467UDAF4	DEBITEURS ET CREDITEUR DIVERS	1 004,52	0,02			1 004,52	
46860000	CHARGES A PAYER	14 668,00	0,36	72 526,43	1,75	(57 858,43)	-79,78
Produits constatés d'avance		(5 685,87)	-0,14			(5 685,87)	
48700000	PRODUITS CONSTATES D'AVCE INST	(5 685,87)	-0,14			(5 685,87)	

Détail du Passif

Etat exprimé en euros	01/01/2023	12	01/01/2022	12	Variations	%
	31/12/2023	mois	31/12/2022	mois		
TOTAL V - Ecart de conversion passif						
TOTAL DU BILAN PASSIF	4 064 882,74	100,00	4 140 830,70	100,00	(75 947,96)	-1,83

Compte de Résultat 1/2

Etat exprimé en euros

31/12/2023

31/12/2022

		12 mois	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Ventes de marchandises		
	Production vendue		
	- prestations de services	308 249	295 737
	- divers	29 696	16 894
	Production stockée ou déstockage de production		
	Production immobilisée		
	Dotations et produits de tarification	4 109 351	3 919 820
	Subventions d'exploitations et participations	546 301	323 228
	Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	56 242	54 871
	Transfert de charges	18 162	
	Autres produits	35 726	51 907
	Total des produits d'exploitation	5 103 726	4 662 457
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises		
	Variation de stock		
	Achats de matières premières et fournitures		
	Variation de stock		
	Achats d'autres approvisionnements		
	Variation de stock		
	Achats non stockés de matières et fournitures	57 238	60 574
	Services extérieurs et autres	750 169	679 828
	Impôts, taxes et versements assimilés		
	- sur rémunérations	383 523	343 956
	- autres		3 253
	Charges de personnel		
	- salaires et traitements	3 048 160	2 558 825
	- charges sociales	1 048 697	864 206
	- autres charges de personnel		
	Dotation aux amortissements et provisions		
	Dotation aux amortissements :		
	- des immobilisations	48 378	42 600
	- des charges d'exploitation à répartir		
	Dotation aux dépréciations et provisions :		
	- sur actif circulant		15 381
	- pour risques et charges d'exploitation	94 742	46 178
	Autres charges	28 828	74 607
	Total des charges d'exploitation	5 459 734	4 689 407
	RESULTAT D'EXPLOITATION	(356 007)	(26 949)

Compte de Résultat 2/2

Etat exprimé en euros

		31/12/2023	31/12/2022
RESULTAT D'EXPLOITATION		(356 007)	(26 949)
PRODUITS FINANCIERS	De participations et des immobilisations financières	96 903	88 000
	Revenus des valeurs mobilières de placement, escomptes obtenus et autres produits financiers	77	40
	Reprises sur provisions		
	Transferts de charges		
	Différences positives de change		
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
	Total des produits financiers	96 980	88 040
CHARGES FINANCIERES	Dotations aux amortissements et aux dépréciations		
	Intérêts et charges assimilées	85	164
	Différences négatives de change		
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
	Total des charges financières	85	164
RESULTAT FINANCIER		96 895	87 876
RESULTAT COURANT AVANT IMPOT		(259 113)	60 926
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Sur opérations de gestion	3 198	12 154
	- exercices antérieurs		2
	Sur opérations en capital		
	Reprises sur provisions		
	- reprises sur provisions réglementées destinées à la couverture du besoin en fonds de roulement		
	- reprises sur provisions réglementées pour renouvellement des immobilisations		
	- reprises sur provisions réglementées : des plus-value nettes d'actif		
	- reprises sur autres provisions	10 384	
	Transferts de charges		
	Total des produits exceptionnels	13 582	12 157
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Sur opérations de gestion		
	- exercice courant		468
	- exercices antérieurs		180
	Sur opérations en capital		
	Dotations aux amortissements et aux provisions		
	- dotations aux provisions réglementées destinées à la couverture du besoin en fonds de roulement		
	- dotations aux provisions réglementées pour renouvellement des immobilisations		
	- dotations aux provisions réglementées : des plus-value nettes d'actif		
	- dotations aux autres provisions réglementées		
	Total des charges exceptionnelles		648
RESULTAT EXCEPTIONNEL		13 582	11 509
IMPOTS SUR LES BENEFICES			
(+) Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs		8 618	35 626
(-) Engagements à réaliser sur ressources affectées		54 710	
TOTAL DES PRODUITS		5 222 907	4 798 280
TOTAL DES CHARGES		5 514 529	4 690 218
EXCEDENT ou DEFICIT		(291 622)	108 061
EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	PRODUITS	30 248	24 699
	Bénévolat		
	Prestations en nature		
	Dons en nature		
	CHARGES		
	Secours en nature	30 248	24 699
	Mise à disposition gratuite de biens et services		
	Personnel bénévole	30 248	24 699

Etats financiers au 31/12/2023

Annexes

Annexe au Bilan

Etat exprimé en euros

Annexe au bilan avant répartition qui présente les caractéristiques suivantes :

- Le bilan de l'exercice présente un total de **4 064 883** euros
- Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche :
 - un total produits de **5 222 907** euros
 - un total charges de **5 514 529** euros
 - dégage un résultat de **-291 622** euros

L'exercice considéré :

- débute le **01/01/2023**
- finit le **31/12/2023**
- et a une durée de **12** mois.

Les notes (ou tableaux) ci-après, font partie intégrante des Comptes Annuels.

Ces comptes annuels sont établis par le dirigeant de **Association UDAF** avec le concours du cabinet qui intervient dans le cadre de sa mission de **Présentation des Comptes Annuels** qui lui a été confiée.

PRESENTATION DE L'ASSOCIATION

L'UDAF du Var est une Association Loi 1901 qui relève du Code de l'Action Sociale et des familles.

Constituée le 7 mars 1946, cette association a fait l'objet d'une déclaration en sous-préfecture de Toulon le 12 avril 1946 publiée au JO.

Conformément à l'article L211-7 de ce même Code, les statuts de l'UDAF du Var ont été agréés par l'UNAF (Union Nationale des Associations Familiales). Par cet agrément, l'association UDAF du Var jouit de plein droit de la reconnaissance d'établissement d'utilité publique.

Annexe au Bilan

Etat exprimé en euros

AGREMENTS DE L'ASSOCIATION

Service de mandataire judiciaire à la protection des majeurs (PJM)

Aux termes d'un arrêté rendu le 22 novembre 2011 par la Direction départementale de la cohésion sociale du Var, l'autorisation visée à l'article L 313-1 du code de l'action sociale et des familles a été accordée à l'Union Départementale des Associations Familiales du Var, pour la régularisation d'un service mandataire judiciaire à la protection des majeurs, situé 15 rue Chaptal 83956 La Garde Cedex destiné à exercer des mesures de protection des majeurs au titre du mandat spécial auquel il peut être recouru dans le cadre de la sauvegarde de justice ou au titre de la curatelle, de la tutelle et/ou de la mesure d'accompagnement judiciaire, dans les ressorts des tribunaux d'instance de l'ensemble du département du Var.

Ce service est répertorié dans le Fichier National des Etablissements Sanitaires et Sociaux (FINESS).

L'autorisation a été délivrée pour 15 ans. Son renouvellement est subordonné aux résultats de l'évaluation externe mentionnée à l'article L. 312-8 du code de l'action sociale et des familles, dans les conditions prévues par l'article L. 313-5 du même code.

Cette autorisation ne peut être cédée sans l'accord de l'autorité compétente concernée.

Service délégué aux prestations familiales (DPF)

Aux termes d'un arrêté rendu le 22 novembre 2011 par la Direction départementale de la cohésion sociale du Var, l'autorisation visée à l'article L 313-1 du code de l'action sociale et des familles a été accordée à l'Union Départementale des Associations

Familiales du Var, pour la régularisation d'un service délégué aux prestations familiales situé 15 rue Chaptal 83956 La Garde Cedex, destiné à exercer des mesures judiciaires d'aide à la gestion du budget familial, dans les ressorts des tribunaux d'instance de l'ensemble du département du Var.

Ce service est répertorié dans le Fichier National des Etablissements Sanitaires et Sociaux (FINESS).

L'autorisation a été délivrée pour 15 ans. Son renouvellement est subordonné aux résultats de l'évaluation externe mentionnée à l'article L. 312-8 du code de l'action sociale et des familles, dans les conditions prévues par l'article L. 313-5 du même code.

Cette autorisation ne peut être cédée sans l'accord de l'autorité compétente concernée.

Association de consommateurs

L'UNAF et les UDAF sont reconnues comme association de consommateurs depuis 1988.
L'UDAF du Var bénéficie de cet agrément.

Agrément Education Nationale

Annexe au Bilan

Etat exprimé en euros

Par arrêté du ministre de l'Éducation Nationale, de la Jeunesse et de la Vie Associative, en date du 24 janvier 2012, l'UNAF et les UDAF sont considérées comme association éducatives complémentaires de l'enseignement public » (article D.551-1 du code de l'éducation), c'est-à-dire apportant leur concours à l'enseignement public pour :

- Des interventions pendant le temps scolaire en appui aux activités d'enseignement conduites par les Etablissements
- L'organisation d'activités éducatives complémentaires en dehors du temps scolaire
- La contribution au développement de la recherche pédagogique, à la formation des équipes pédagogiques et des autres membres de la communauté éducative

La validité de l'agrément est de 5 ans.

Inscriptions sur les listes dressées par les Juridictions

2004 - Inscription sur la liste des mandataires prévue par la loi sur le traitement des situations de surendettement des particuliers de l'article L332-6 du Code de la Consommation

2014 - Inscription sur la liste destinée à l'information et au soutien des personnes appelées à exercer ou exerçant une mesure de protection juridique des majeurs en application de l'article 449 du Code civil (TGI de Toulon)

2016 - Inscription sur la liste destinée à l'information et au soutien des personnes appelées à exercer ou exerçant une mesure de protection juridique des majeurs en application de l'article 449 du Code civil (TGI de Draguignan)

FAITS CARACTERISTIQUES

Cette année, les interventions des bénévoles ont été valorisés et comptabilisés pour un montant de 30 247,71 €. Ce montant correspond à 1594,20 heures pour un montant de 27 039,06 euros et un abandon de remboursement de frais pour un montant de 3 208,65 euros.

Conventions d'objectifs

L'UDAF du Var a signé une convention pluriannuelle dite « Convention d'objectifs 2022-2026 » avec l'UNAF.

Les actions conventionnelles entrant dans la convention d'objectifs contribuent à la réalisation des missions générales décrites à l'article L211-3 du Code de l'action sociale et des familles.

Les trois actions proposées par l'UDAF du Var sont exposées comme suit :

Action 1 : Aaccompagner le développement d'actions de répit parental

Action 2 : Habitat inclusif - Habitat Accompagné Partagé et Inséré dans la vie locale

Action 3 : Accompagnement budgétaire

Annexe au Bilan

Etat exprimé en euros

La part non consommée des exercices précédents (CO UNAF-UDAF 2016-2021) s'élève à 915 €.

Résultats sous contrôle financeurs

Les activités des services des majeurs protégés et MJAGBF font obligatoirement l'objet d'un examen annuel par l'autorité de tarification. Il appartient également à cette autorité d'affecter le résultat de ces services.

A la date de l'élaboration des comptes annuels 2023, les examens des comptes administratifs de l'exercice 2022 ne nous sont pas parvenus. En sorte que le résultat 2022 a été affecté dans un compte « Résultat en attente d'affectation »

Engagement en matière de pensions et retraites

Des engagements en matière d'indemnités de départ en retraite résultent de la convention collective applicable. L'association ne verse pas de cotisations à un organisme extérieur pour se couvrir des charges futures.

Les indemnités acquises pour l'ensemble des salariés présents à la date de clôture de l'exercice s'élèvent à 595 245,66 euros. La totalité de cet engagement fait l'objet d'une provision dans les comptes clos au 31 décembre 2023.

Informations générales complémentaires

Informations à caractère fiscal :

L'UDAF du Var est exonérée des impôts commerciaux compte tenu de ses activités d'utilité sociale et des conditions dans lesquelles ces dernières sont exercées.

L'UDAF du Var est inscrite sur la liste préfectorale prévue à l'article L471-2 du Code de l'action sociale et des familles. En conséquence, conformément à l'article 261 du Code général des Impôts, les prestations de services réalisées pour l'activité de Mandataire Judiciaire à la Protection des Majeurs sont exonérées de TVA.

Pour ses autres services, l'Association est également exonérée de TVA, car elle remplit l'ensemble des critères de non-lucrativité.

Avoirs des Majeurs Protégés :

Les avoirs des Majeurs Protégés ne sont pas intégrés dans les comptes de l'Association, chacun d'eux disposant d'un compte bancaire ouvert à son nom voire titulaire personnellement des comptes financiers dont il est propriétaire.

Opérations pour le compte de tiers :

Les opérations traitées par l'Association pour le compte de tiers en qualité de mandataire sont comptabilisées dans un compte de tiers. Seule la rémunération de l'Association est

Annexe au Bilan

Etat exprimé en euros

comptabilisée dans le résultat.

REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les comptes annuels sont établis suivants les normes, principes et méthodes comptables résultant de la réglementation et notamment ceux issus :

- de l'avis du 17 Avril 1986 du Conseil National de la comptabilité relatif au plan comptable des établissements sanitaires et sociaux publics et privés à but non lucratif.
- de l'avis du 17 décembre 1998 du Conseil National de la comptabilité relatif au plan comptable des associations, fondations et aux modalités d'établissement des comptes annuels.
- de l'arrêté du 08 Avril 1999 portant homologation du règlement du 16 Février 1999 du comité de réglementation comptable relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et fondations.
- du décret du 22 octobre 2003 relatif la gestion budgétaire, comptable et financière des établissements mentionnés à l'article L312-1 du code de l'action sociale et des familles, et à l'article L6111-2 du code de la santé publique.
- de l'arrêté du 14 novembre 2003 relatif au plan comptable applicable aux établissements privés sociaux et médico-sociaux relevant de l'article L312-1 du code de l'action sociale et des familles.
- de l'avis du Conseil National de la Comptabilité n° 2007-05 du 04/05/2007.
- des ANC 2014-03 et ANC 2018-06
- de l'ANC 2019-04 du 08/11/2019

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence conformément aux hypothèses de bases suivantes :

- continuité d'exploitation
- permanence des méthodes d'un exercice à l'autre.
- indépendance des exercices.

La méthode retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est celle des coûts historiques.

Le bilan de l'exercice présente un total de **4 064 883** euros.

Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche un total **produits** de **5 222 907** euros et un total **charges** de **5 514 529** euros, dégageant un **résultat** de **-291 622** euros.

L'exercice considéré débute le **01/01/2023** et finit le **31/12/2023**.

Il a une durée de **12** mois.

Annexe au Bilan

Etat exprimé en euros

Les conventions générales comptables ont été appliquées conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation.
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre.
- indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Aucun changement dans les méthodes d'évaluation et dans les méthodes de présentation n'a été apporté.

Les principales méthodes utilisées sont :

Immobilisations

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée normale d'utilisation des biens.

Les éléments non amortissables de l'actif immobilisé sont inscrits pour leur valeur brute constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Créances et dettes

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Les créances clients présentées dans le tableau de financement, ont été retenues pour leur valeur brute, conformément aux principes comptables.

Disponibilités

Les liquidités disponibles en banque ou en caisse ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Achats

Les frais accessoires d'achat payés à des tiers n'ont pas été incorporés dans les comptes d'achat, mais ont été comptabilisés dans les différents comptes de charge correspondant à leur nature.

Annexe au Bilan

Etat exprimé en euros

RECAPITULATION DES RESULTATS DES ETABLISSEMENTS

UDAF Institution : - 211 953

UDAF DPF : - 9 139

UDAF PJM : - 68 246

UDAF FG : - 2 248

Total Consolidé : - 291 622

Tableau art 153-2 de l'ANC 2019-04

Tableau de détermination du résultat effectif global de l'entité	EXERCICE N	EXERCICE N-1
Résultat Comptable	- 291 622	108 061
Dont résultat effectif sous gestion propre	- 214 201	28 450
Dont résultat effectif sous gestion contrôlée	- 77 385	79 610

RELEVÉ DES DETTES ET CRÉANCES INTER ETABLISSEMENTS

Créances de l'institution :

- Dossier : PJM : 483 332

- Dossier : DPF : 80 871

Dettes de l'institution :

- Dossier : FG : 157 736

LISTE DES PERSONNES LES MIEUX REMUNEREES

Le montant brut global des trois personnes les mieux rémunérées s'élève à un montant de 177 134 euros.

Annexe au Bilan

Etat exprimé en euros

PARTICIPATIONS FINANCIERES

Il est inscrit à l'actif de l'association des participations financières pour un montant de 1 800 000 euros représentant plus de 99% de détention de capital de la SCI UNION DES FAMILLES. Cette SCI est propriétaire des locaux du siège à La Garde, locaux principaux pour le fonctionnement de l'association. Cette participation a permis à l'association de percevoir des dividendes sur l'exercice 2023 pour un montant de 96 903 euros.

Immobilisations

Etat exprimé en euros

Etat exprimé en euros		Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs brutes au 31/12/2023
			Augmentations		Diminutions		
			Réévaluations	Acquisitions	Virement p.à p.	Cessions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement						
	Autres immobilisations incorporelles	134 529					134 529
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	134 529					134 529
CORPORELLES	Terrains						
	Constructions sur sol propre						
	sur sol d'autrui	16 661		9 287			25 948
	instal. agencement aménagement	37 000					37 000
	Instal technique, matériel outillage industriels						
	Instal., agencement, aménagement divers	186 344		358			186 701
	Matériel de transport						
	Matériel de bureau, informatique et mobilier	588 118		28 990			617 109
	Autres immobilisations corporelles						
	Immobilisations grévées de droits						
	Immobilisations corporelles en cours						
Avances et acomptes							
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	828 123		38 635			866 758	
FINANCIERES	Participations et créances rattachées	1 800 000					1 800 000
	Autres titres immobilisés						
	Prêts	2 479					2 479
	Autres immobilisations financières	732		1 035			1 767
	TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	1 803 211		1 035			1 804 246
TOTAL		2 765 863		39 670			2 805 533

Amortissements

Etat exprimé en euros

		Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 31/12/2023
			Dotations	Diminutions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement				
	Autres	118 647	6 729		125 375
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	118 647	6 729		125 375
CORPORELLES	Terrains				
	Constructions sur sol propre				
	sur sol d'autrui	9 509	4 014		13 523
	instal. agencement aménagement	24 539	5 438		29 976
	Instal technique, matériel outillage industriels				
	Autres instal., agencement, aménagement divers	121 312	979		122 291
	Matériel de transport				
	Matériel de bureau, mobilier	527 144	31 218		558 363
	Autres immobilisations corporelles				
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	682 505	41 649		724 154
TOTAL		801 151	48 378		849 529

Créances et Dettes

Etat exprimé en euros

		31/12/2023	1 an au plus	plus d'1 an
CREANCES	Créances rattachées à des participations			
	Prêts	2 479	2 479	
	Autres immobilisations financières	1 767	1 767	
	Clients douteux ou litigieux	15 381	15 381	
	Autres créances clients	269 602	269 602	
	Créances représentatives des titres prêtés			
	Personnel et comptes rattachés	26 785	26 785	
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	5	5	
	Impôts sur les bénéfices			
	Taxes sur la valeur ajoutée			
	Autres impôts, taxes versements assimilés			
	Divers	1	1	
	Groupe et associés	96 903	96 903	
	Débiteurs divers	166 412	166 412	
	Charges constatées d'avances	75 371	75 371	
TOTAL DES CREANCES		654 707	654 707	
Prêts accordés en cours d'exercice		2 642		
Remboursements obtenus en cours d'exercice		2 642		
Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)				

		31/12/2023	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans
DETTES	Emprunts obligataires convertibles				
	Autres emprunts obligataires				
	Emprunts dettes ets de crédit à 1an max. à l'origine	336	336		
	Emprunts dettes ets de crédit à plus 1 an à l'origine	8 127	8 127		
	Emprunts et dettes financières divers	2 962	2 962		
	Fournisseurs et comptes rattachés	126 768	126 768		
	Personnel et comptes rattachés	371 332	371 332		
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	256 872	256 872		
	Impôts sur les bénéfices				
	Taxes sur la valeur ajoutée				
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts, taxes et assimilés	169 013	169 013		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Groupe et associés	1 272	1 272		
	Autres dettes	909 641	909 641		
	Dettes représentatives de titres empruntés				
	Produits constatés d'avance	(5 686)	(5 686)		
TOTAL DES DETTES		1 840 637	1 840 637		
Emprunts souscrits en cours d'exercice					
Emprunts remboursés en cours d'exercice		7 447			
Emprunts dettes associés (personnes physiques)					

Charges à payer

Etat exprimé en euros

31/12/2023

Total des Charges à payer		555 814
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		40 049
<i>FOURNISSEURS FACT NON PARV</i>	<i>40 049</i>	
Dettes fiscales et sociales		501 097
<i>SALARIES - NOTES DE FRAIS</i>	<i>9 322</i>	
<i>PROVISION CONGES PAYES</i>	<i>330 633</i>	
<i>PROVISION SALAIRE C.A.P</i>	<i>7 543</i>	
<i>CHARGES SOCIALES /CP</i>	<i>108 183</i>	
<i>CHARGES SOCIALES/PROV.SAL</i>	<i>2 468</i>	
<i>CHARGES FISCALES/CP</i>	<i>41 990</i>	
<i>CHARGES FISCALES/PROV.SALAIRES</i>	<i>958</i>	
Autres dettes		14 668
<i>CHARGES A PAYER</i>	<i>14 668</i>	

Provisions

Etat exprimé en euros

		Début exercice	Augmentations	Diminutions	31/12/2023
PROVISIONS REGLEMEENTEES	Couverture du besoin en fonds de roulement Provisions pour renouvellement des immobilisations Provisions pour hausse des prix Provisions pour amortissements dérogatoires Réserves des plus-values nette d'actif Provisions autres				
	PROVISIONS REGLEMEENTEES				
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Pour litiges Pour garanties données aux clients Pour pertes sur marchés à terme Pour amendes et pénalités Pour pertes de change Pour pensions et obligations similaires Pour impôts Provisions pour gros entretien et grandes révisions Autres	10 384		10 384	
		556 192	594 692	556 192	594 692
	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	566 576	594 692	566 576	594 692
PROVISIONS POUR DEPRECIATION	Sur immobilisations { incorporelles corporelles des titres mis en équivalence titres de participation autres immo. financières Sur stocks et en-cours Sur comptes clients Autres	15 381			15 381
	PROVISIONS POUR DEPRECIATION	15 381			15 381
TOTAL GENERAL		581 956	594 692	566 576	610 073
Dont dotations et reprises { - d'exploitation - financières - exceptionnelles			94 742	56 242 10 384	

Tableau de suivi des fonds associatifs

Libellé	Solde au début de l'exercice A	Augmentations B	Diminutions C	Solde à la fin de l'exercice D = A + B - C
Fonds associatifs sans droit de reprise				
- Patrimoine intégré	7 319			7 319
- Fonds statutaires				
- Apports sans droit de reprise				
- Legs et donations				
- Subventions d'investissement affectées à des biens renouvelables	149 533			149 533
Ecart de réévaluation sur des biens sans droit de reprise				
Réserves statutaires ou contractuelles				
Réserves réglementées				
Autres réserves	354 454	153 931		508 385
Report à nouveau	1 293 114		3 421	1 289 693
Résultat de l'exercice	108 061		399 683	(291 622)
Fonds associatifs avec droit de reprise				
- Apports				
- Legs et donations avec contrepartie d'actifs immobilisés				
- Subventions d'investissement sur biens renouvelables				
Résultats sous contrôle des tiers financeurs	123 997		42 449	81 548
Ecart de réévaluation sur des biens avec droit de reprise				
Subventions d'investissement sur biens non renouvelables				
Provisions réglementées				
Droits des propriétaires (Commodat)				
Dépenses refusées par l'autorité de tarification	(798)			(798)
Dépenses non opposables au tiers financeurs	(170 130)			(170 130)
TOTAL	1 865 551	153 931	445 553	1 573 929

Honoraires des Commissaires aux Comptes

Etat exprimé en euros

	31/12/2023	31/12/2022	%	%	31/12/2023	31/12/2022	%	%
Audit								
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés								
Emetteur CAC	15 480	14 752	100,00	100,00				
Filiales intégrées globalement								
Autres diligences et prestations directement liées à la mission du commissaire aux comptes								
Emetteur CAC								
Filiales intégrées globalement								
Sous-total	15 480	14 752	100,00	100,00				
Autres prestations rendues par les réseaux aux filiales intégrées globalement								
Juridique, fiscal, social								
Autres								
Sous-total								
TOTAL	15 480	14 752	100,00	100,00				

Variation des Fonds Dédiés

Etat exprimé en euros

	Fds dédiés clôture 31/12/2022	Reports	Utilisations		Transferts	Fonds dédiés clôture 31/12/2023	
			Montant global	dont rembours- ements		Montant global	dont fds dédiés à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
Subventions d'exploitation							
Usage responsable du numérique							
Espace parents en milieu scolaire							
Parrainage de proximité							
Extension du service Famille gouvernant	915					915	
Information et soutien au budget familial							
Familles gouvernantes	8 618	46 092				54 710	
Contributions financières d'autres org.							
Ressources liées à la générosité du public							
TOTAL	9 533	46 092				55 625	

